

## Burundi : Le pouvoir salue la Police et durcit le ton envers l'opposition

@rib News, 14/03/2014 Le Conseil des Ministres considère que les affrontements du samedi dernier et la permanence du MSD sont une pure provocation menée par le Parti MSD sous le commandement de son président Alexis Sinduhije, à l'endroit des policiers en service en date du 8 mars 2014. L'action menée par la Police ce jour au siège du MSD pour libérer les policiers pris en otage a permis de couvrir notamment des stocks de nourritures, des médicaments, des habits ainsi que des quantités de stupéfiants, ce qui atteste que les membres de ce Parti s'étaient préparés pour une véritable campagne et qui devait durer, lit-on dans ce communiqué lit jeudi par Philippe Nzobonariba, porte-parole du Gouvernement.

Philippe Nzobonariba (photo), porte-parole du Gouvernement. Mais le Gouvernement regrette que, la police n'ait pas pu récupérer les deux appareils de communication confisqués aux policiers saqueurs, ainsi que les armes qui ont servi à tirer sur les agents de l'ordre, dont certains ont été blessés par des projectiles et des balles tirées par les insurgés. Le Gouvernement tient à féliciter les forces de l'ordre pour leur retenue qu'elles ont manifestée face à la provocation et à l'humiliation devant les caméras, dont leurs camarades otage ont fait l'objet, a déclaré M. Nzobonariba, annonçant les clauses du Conseil des Ministres réunis la veille. Le porte-parole du Gouvernement, l'opération de la Police qui a fait plus de 80 arrestations a été menée avec professionnalisme au regard des dégâts limités enregistrés et accuse les membres du MSD d'avoir consommé une dose importante de drogues lors de ces affrontements. Le Gouvernement demande aux forces de l'ordre de maintenir cette fermeté mais en toute sérénité, annonce le communiqué du Gouvernement. Par ailleurs, certains diplomates seraient de mauvaise humeur avec ce qui s'est passé samedi dernier et les appelle à la responsabilité. Selon le porte parole du Gouvernement, le Conseil des Ministres s'est étonné et a dénoncé l'attitude de certaines associations de la civile et même certaines représentations diplomatiques qui semblent cautionner, voire encourager de telles attitudes de provocation et de violence envers les forces de l'ordre en service, sous le prétexte de défendre les libertés publiques. [JMM]